

Questions à Robert Bergougnan, directeur du Centre régional de formation aux métiers du social Erasme

Pour Robert Bergougnan, directeur du Centre régional de formation aux métiers du social Erasme (Toulouse) et animateur à l'Unaforis de la commission pour les activités internationales, l'ouverture aux langues et les expériences de mobilité permettent aux futurs professionnels d'interroger les pratiques et de mieux comprendre et accompagner les personnes issues d'autres cultures.

Le JDR : La commission permanente de l'Unaforis qui soutient le développement des activités internationales du réseau, a récemment engagé un travail de réflexion sur la problématique des langues. Pour quelles raisons ?

Robert Bergougnan : La réforme des diplômes en travail social, conduite au cours de la décennie précédente, a introduit la notion de sensibilisation aux langues étrangères. Mais cette volonté d'ouverture linguistique reste, dans une large mesure, limitée aux formations d'assistants de service social. De plus, les pratiques diffèrent d'un établissement à l'autre. Certains proposent à leurs étudiants un apprentissage autonome, généralement à l'anglais via les technologies de l'information, de la communication et de l'éducation (TICE). D'autres font appel à un enseignant. D'autres encore s'investissent très peu dans ce domaine. Aussi l'Unaforis a-t-elle décidé de conduire une réflexion sur les enjeux linguistiques.

Le JDR : S'agit-il d'encourager la mobilité des étudiants ?

R.B. : C'est bien sûr le premier aspect qui vient à l'esprit. Maîtriser, à des degrés divers, une langue autre que le français permet d'aller effectuer des stages à l'étranger. Un certain nombre d'étudiants ont commencé à le faire, grâce au programme européen Erasmus, mais pas seulement. Certains partent également pour le Québec, le Maghreb ou encore l'Afrique sub-saharienne... En général, ils bénéficient préalablement, au minimum d'une mise

à niveau en anglais ou d'une sensibilisation à la langue du pays. Ainsi, ÉRASME permet aux élèves qui saisissent la possibilité d'effectuer des stages de l'autre côté de la frontière, en Catalogne, de se familiariser avec le catalan avant leur départ. L'objectif n'est pas de les amener à parler couramment cette langue mais de leur permettre d'acquérir un minimum d'aisance, de faire en sorte qu'une fois sur place ils aient envie de l'apprendre et osent la parler, même s'ils sont amenés à l'écorcher.

Le JDR : Pourquoi est-il selon vous essentiel d'encourager les étudiants en travail social à partir effectuer des stages à l'étranger ?

R.B. : Cela permet de prendre des distances par rapport à l'approche française du travail social, de mieux percevoir ses spécificités. Il suffit parfois de comparer les traductions d'un même concept pour percevoir les différences. En France, on parle par exemple de "travail social" de façon générique et nous nous interrogeons sur "l'intervention sociale", là où les anglophones se réfèrent à "social work et social care". Lorsqu'on est en mobilité, on fait aussi une expérience très enrichissante, celle de l'incompréhension, de la difficulté de s'inscrire dans des réseaux relationnels, de la nécessité de trouver des stratégies de communication qui permettent de se faire comprendre en contournant les obstacles. Cette expérience est essentielle pour des étudiants qui, dans leur vie professionnelle, seront amenés à travailler avec des personnes issues de cultures étrangères. Cela pourra leur permettre de mieux comprendre le ressenti de ces usagers, qui peuvent parfois vivre difficilement le fait de ne pas pouvoir s'exprimer parfaitement en français et sont susceptibles de verser dans l'auto-dévalorisation, voire l'auto-exclusion. Cela les aidera sans doute à établir la communication avec ces personnes.

Par ailleurs, et de manière plus générale, la maîtrise de l'anglais est devenue incontournable si l'on veut prendre part à des rencontres scientifiques internationales. Or, ces conférences et colloques consacrés au travail social sont aussi un moyen d'améliorer nos pratiques quotidiennes et notre appareil de formation.

et bien sûr le créole, qui unit tout le monde", explique Estelle Jeanneau, la directrice de l'association. Le français est la langue en usage à l'école, mais beaucoup de jeunes – et plus encore leurs

parents – ne le maîtrisent pas, parce qu'ils viennent d'arriver d'autres pays (on dénombre 60 nationalités différentes à Kourou) ou bien font partie des énormes bataillons de "décrocheurs". Le

décrochage scolaire est d'ailleurs l'un des principaux combats que mène l'Akadij, en partenariat avec l'Éducation nationale.

Pour mener à bien ce travail qui, il faut le rappeler, repose toujours